CONVENTION NATIONALE.

OPINION

DE LEQUINIO, DÉPUTÉ DU MORBIHAN, SUR LES SUBSISTANCES;

Imprimée par ordre de la Convention nationale.

CITOYENS,

J'ai long-temps balancé à donner ici mon opinion sur les subsistances : elle s'éloigne tant de celles que j'ai entendu développer, que je n'osois pas me résou-

dre à la prononcer à cette tribune. Cependant je me détermine à le faire, ne fût-ce que pour voir détruire mes propres erreurs, si j'ai tort, et me ranger ensuite, avec connoissance de cause, à l'opinion qui les aura dissipées.

Je compare l'état d'un peuple qui se tourmente pour avoir des subsistances, à celui d'un malade que la douleur empêche de dormir ; il se remue dans tous les sens, et lui-même il accroît sa fièvre et fixe son insomnie par l'agitation à laquelle il se livre pour chercher le repos.

Toutes les agitations publiques pour se procurer des grains ; tous les cris d'accaparement ; toutes les menaces contre les fermiers, contre les marchands, contre les prétendus accapareurs ; toutes les mesures violentes pour faire circuler les grains par force, sont précisément ce qui les empêche de circuler, ce qui produit l'espèce de disette factice qui désole plusieurs coins de la République, et ce qui l'expose à tous les désordres auxquels peut se livrer une multitude qui, par quelque cause que ce soit, se trouve exposée à mourir de faim.

Je vais parler avec franchise, citoyens ; je vais dire ce que je crois des vérités, et par conséquent je ne plairai pas ; car de tout temps la vérité déplut aux hommes quand elle exprima leurs torts ; mais l'adulation doit mourir avec le gouvernement despotique ; le vrai républicain doit parler sans détours.

La France manque-t-elle de bleds ? non. La France recueille habituellement au-delà de ses besoins : cette année, la récolte a généralement été bonne, et nous y touchons encore : ainsi, quand elle serait insuffisante pour les besoins de l'année entière, il est de toute évidence que nous sommes en ce moment dans une

abondance réelle : c'est donc une disette factice, occasionnée par le défaut de circulation, qui règne en plusieurs lieux ; mais, quelles en sont les causes ? C'est ce qu'il s'agit d'examiner d'abord, afin de voir ensuite quels sont les remèdes.

- Existe-t-il des accaparemens ? Qu'appelle-t-on accaparement ? C'est ce qu'il s agit de définir. Si l'on entend par accaparement les grandes spéculations que les Choiseul et quelques autres agens infâmes du despotisme entreprirent, il y a quelques années, pour s'emparer de la majorité des grains du royaume et les revendre ensuite au prix qu'ils le voulaient, je crois fermement, et je dis qu'il n'y en pas, et qu'il ne peut y en avoir en ce moment ; je demande quel serait l'homme assez audacieux pour courir aussi évidemment et aussi justement à sa perte ? Je demanderais à l'homme le plus persuadé que ces accaparemens existent, s'il oserait s'y livrer lui-même dans l'instant d'inquiétude et de surveillance universelle où sont actuellement tous les Français ? Je vais plus loin, et je dis que le commerce des bleds n'a même plus lieu ; ce qui est un des plus grands malheurs possibles.

Entend-on par accaparement la réserve des bleds dans les greniers et dans les granges, la retenue que font de leurs grains les propriétaires et les fermiers ? En ce cas, je confesse que l'accaparement existe, et je dis même qu'il est presqu'universel. Mais, qui le produit ? la frayeur ; et d'où vient cette frayeur ? de l'agitation générale, des menaces et des mauvais traitemens exercés en plusieurs endroits contre des fermiers, des propriétaires ou des trafiqueurs de bleds, connus sous le nom de bladiers. Quel est parmi ceux qui se croient le plus justement fondés à crier contre cette retenue, celui qui oserait porter hardiment son grain

aux marchés, s'il songeait que le moins qu'il puisse lui arriver, c'est de s'entendre sans cesse crier aux oreilles qu'il est un accapareur, qu'il retient son bled pour opérer la misère publique, et qu'il veut s'enrichir aux dépens des malheureux; s'il songeait qu'il s'expose à voir fendre ses sacs, taxer son bled, l'enlever de force, peut-être même sans payer, et peut-être enfin à se trouver lui-même victime de la fureur du peuple, agité par un de ses ennemis ou par un vil adulateur, un ambitieux accapareur de suffrages et séducteur de la multitude qui ne sent que ses propres besoins, et qui n'apperçoit pas les causes dont ils résultent, ni les piéges que lui tendent, ou les intrigans ambitieux, ou les ennemis de la chose publique.

Je demande quel est l'homme qui, dans une pareille agitation, ne fait pas tout pour cacher qu'il a du bled, et pour se soustraire aux dangers du moment? Ce n'est pas seulement dans les pays de gros fermages, comme aux environs de Paris, que cela peut avoir lieu; mais je sais que cela existe même dans les pays de petite culture, où le paysan récolte à peine un léger excédant de ses besoins.

Je pousserai ce raisonnement plus loin, car il faut tout dire; il faut enfin cesser de flatter le peuple: il faut l'éclairer. Quel est l'homme actuellement cultivateur, propriétaire ou fermier, qui, s'il apperçoit une spéculation avantageuse dans une autre branche de culture, comme l'éducation des bestiaux, par exemple, ne soit tenté de s'y livrer de préférence, afin de n'être pas exposé dans la suite aux difficultés qu'il éprouve aujourd'hui dans la défaite, également que dans la retenue de ses bleds?

Citoyens; ce qu'il importe au peuple n'est pas tant d'avoir du bled à bon compte, que d'en avoir aisé-

ment. Sous le règne du despotisme, le bled a souvent été plus cher qu'il n'est aujourd'hui; le même désordre ne régnait cependant pas alors, parce que, quoique cher, le bled circulait; parce que la libre circulation était maintenue par la force, et parce que l'alarme publique n'était pas excitée par-tout, comme il se trouve aujourd'hui.

Dans un gouvernement despotique, les lois sont exécutées de force; et le peuple, heureux ou malheureux, est toujours tel qu'il est, malgré lui; la loi n'est point son ouvrage, et elle s'exécute sans son aveu: dans un gouvernement républicain, au contraire, la loi, c'est la volonté du peuple; et les meilleures lois du monde n'y ont aucune consistance, alors qu'il n'est pas assez sage lui-même pour savoir les exécuter.

Remarquez que les cris et la disette n'ont point lieu dans les départemens qui manquent de bled, et c'est toujours de même, mais dans ceux où il est abondant. Aujourd'hui le bled manque dans quelques départemens du midi; le pain s'y vend sept ou huit sous la livre, et le calme y règne: à trente lieues autour de Paris, le sol ne produit que du bled, pour-ainsi-dire, la récolte a été bonne, tous les greniers sont pleins; le pain à Paris ne vaut que trois sols la livre; il n'est pas plus cher dans les trente lieues d'alentour, et c'est là qu'existe le mal.

D'où vient cela? De ce que dans les pays où le bled manque réellement, on ne crie point aux accaparemens, parce que le peuple y sait parfaitement qu'on n'y peut pas accaparer, et parce qu'il est impossible là de le tromper sur ce point; et de ce que, au contraire, dans les pays d'abondance, il est aisé de lui en imposer sur ce fait, parce qu'il sait bien que le

grain ne manque pas, qu'il connaît la plupart de ceux qui en ont, et que fort aisément on lui persuade que ceux qui le retiennent ne le gardent qu'à mauvaise intention.

Les ennemis de la chose publique (et par-tout il s'en trouve encore, il n'en faut pas douter, et sur-tout à Paris); les ennemis de la chose publique, dis-je, heureux du malheur général, animés par la haine de la révolution, jaloux du désordre et joyeux d'y concourir pour se venger, du moins, s'ils ne peuvent plus avoir d'autre espérance; ceux-là, dis-je, ces monstres odieux sont les premiers à profiter de l'aveuglement du peuple et à tenter de l'égarer, à exciter son inquiétude sur les subsistances et à l'exalter, parce qu'ils savent très-bien que l'agitation qu'ils vont produire sera la source d'une multitude de désordres, et amènera le mal même qu'ils font craindre.

Cependant, il est une autre espèce d'hommes bien plus dangereux encore : ce sont les patriotes de mauvaise foi ; ces hypocrites ambitieux qui, partisans de la révolution, mais bien plus encore amis de leur élevation personnelle, et n'ayant quelquefois pour l'obtenir d'autres talens que celui de crier, exaltent, à plaisir, la sollicitude publique : ceux-ci trompent d'autant plus aisément le peuple, que sa confiance réside en eux, parce qu'il les a vus toujours embrasser la cause populaire; qu'ils sont d'ailleurs amis de la révolution; que souvent ils n'existent que par elle ; qu'à leur ambition près, ils sont des patriotes, et qu'ils ont toujours l'air de l'être.

La multitude n'a qu'un besoin urgent : *du pain.* Dans une assemblée nombreuse, le premier qui touche à cette corde, et qui la fait résonner avec adresse, est sûr d'émouvoir le grand nombre ; s'il est connu,

d'ailleurs comme patriote, il a tous les suffrages; et s'il est douteux, cet acte seul suffit pour lui ramener l'opinion; quelqu'absurdité qu'il débite, nul n'osera le combattre, et le peuple trompé ne le permettrait pas.

Citoyens; lorsque le bled manque en un lieu, si l'on n'y en porte pas, il y devient cher; et parce qu'il est cher là, il monte bientôt dans les pays voisins; et cette cherté gagne de proche en proche, parce que chacun a la prétention de vendre au plus haut prix qu'il connaît; et bientôt le bled se trouve très-cher même dans les pays qui en regorgent, précisément parce qu'il est cher dans les lieux où la récolte a manqué.

Si la circulation pouvait se faire avec sécurité; si le commerçaut, toujours instruit par ses correspondances des lieux de disette et de ceux d'abondance, pouvait avec sûreté se livrer à des spéculations, il transporterait du bled où il en faut, et la concurrence s'établirait; le bled abonderait bientôt où il en manque; le prix y diminuerait; il diminuerait de même de proche en proche, et l'équilibre serait bientôt rétabli par-tout et dans les fournitures et dans les prix.

Mais, à force d'agitation, on est parvenu à étouffer le commerce des bleds, à le rendre odieux, (et je ne connais pas de meilleure expression) à stériliser par-là presque tout le sol de la République.

Protégez le commerce des bleds: vous verrez l'agriculture tout tenter pour en faire produire; vous verrez dessécher des marais dont le sol est inépuisable, défricher des landes, et chacun se livrer à une branche de culture dont il sera certain de tirer une ressource solide. Mais tenez dans l'anéantissement le commerce des bleds: vous paralyserez l'agriculture, et, par une

suite de conséquences vous aggraverez sans cesse le mal. Tant que le commerce des bleds ne sera pas actif, le peuple se trouvera dans la misère; les ambitieux, les ignorans ou les hommes perfides auront beau crier : je soutiens qu'il faut, non-seulement protéger, mais qu'il faut mettre en honneur le commerce des bleds; dût cette vérité paraître un paradoxe à beaucoup de gens; je regarde un homme qui se livre au commerce des bleds comme *un des bienfaiteurs de la patrie.* C'est en vain que le cultivateur parviendrait à faire prospérer ses récoltes, si l'excédant de ses besoins ne pouvait être transporté dans les villes qui n'en produisent pas, et dans tous les pays qui en manquent : or, comment ce transport pourrait-il avoir lieu, tant que le public lui-même aura la mal-adresse de l'empêcher en proscrivant le commerce et l'entravant par-tout.

Empêcher la clandestinité, le monopole et l'accaparement, c'est ce qu'il faut : or, le moyen d'y réussir et le seul, c'est de favoriser le commerce des bleds par tous les moyens possibles, d'y attacher de l'honneur, et de le payer d'un sentiment de reconnaissance; alors il deviendra très-public et très-fréquent; et l'ambition établira la concurrence, et la concurrence établira par-tout l'abondance et même le bas prix du grain.

Je ne vois que ce remède-là de certain; et, pour bien dire je n'en vois point d'autre.

Dans le moment de crise où notre position nous jette, il faut faire des emplettes chez l'étranger, quoique nous ayons du grain assez chez nous s'il circulait; mais on sent combien cela est dangereux et désastreux.

Le peuple doit sentir que 15 ou 20 millions exportés sont autant de ressources de moins dans l'intérieur; ce grain de l'étranger sera fort cher lui-même à cause des changes : si l'on veut retirer toute la mise, il faudra

revendre le grain à un haut prix; si l'on veut le donner à bon compte, le trésor public fait une perte considérable, et ces pertes ne se réparent que par de nouveaux impôts.

Vous aurez dans la suite de grands moyens à prendre pour faciliter la libre circulation : les principaux sont, 1°. de favoriser la navigation intérieure par les canaux, afin d'éviter la dépense, et sur-tout les inquiétudes attachées aux transports par l'extérieur;

2°. De favoriser la division des propriétés et la multiplication des propriétaires, afin d'empêcher les grandes spéculations de réserve;

3°. De favoriser la division des fermages;

4°. Enfin d'empêcher qu'un homme puisse tenir plusieurs fermes à la fois; et ce dernier moyen me paraît si puissant dans les pays de grande culture, que je regarde comme important de le décréter sur-le-champ, cependant sans rompre les baux actuels.

Je ne parle pas des greniers d'abondance à établir par-tout : quelque séduisant que soit ce projet, je lui connais de très-grands inconvéniens; je le crois nuisible à l'agriculture; et, lorsqu'il en sera question, j'approfondirai cette matière; mais on sent que ce ne peut être l'objet du moment: vous avez à remédier à un mal actuel.

Je ne connois que deux moyens : l'emplette à l'étranger, voilà le topique, si je puis parler de même; et l'instruction, voilà le vrai remède sans lequel l'effet du topique ne seroit que passager.

Achetez donc du grain chez l'étranger, donnez du pain aux lieux où il en manque; mais sur-tout donnez au peuple une instruction détaillée, philosophique en tous ses points, et très-familière : ce n'est pas pour vous qu'il faut écrire; c'est pour la multitude; et la

multitude, qui n'est pas instruite, exige un style familier que ne comporte pas la dignité de cette tribune. Je voudrais que l'assemblée chargeât quelqu'un de rédiger une instruction populaire que les comités d'agriculture et de commerce, ou des commissaires particuliers, fussent autorisés à examiner, et qui fût décrétée sur leur rapport; car je crois fermement que, pour qu'elle soit bonne, pour qu'elle produise tout l'effet qu'on en doit attendre; elle doit être en style si familier, qu'elle ne puisse pas soutenir la lecture à cette tribune, puisque l'on croit encore qu'il faut y apporter la dignité du style pour y faire le bien.

Voilà mes deux mesures; mais, au nom du bonheur public, il faut nous garder de toute loi vexatoire; et celle que nous vous avons proposée, l'est; elle est inquisitoriale; et toute mesure pareille ne fera que tuer de plus en plus le commerce et l'agriculture; une législature philosophique doit la proscrire à jamais: pour l'avenir, vous examinerez le projet des greniers d'abondance. Il est du devoir de s'en occuper; mais pour le moment: du grain de l'étranger, une instruction philosophique et familière; voilà ce que je réclame, ce qui suffit, et, selon moi, la seule loi que vous ayez à faire.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.